

1 - Actualité nationale et internationale

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Lors de la réunion plénière qui s'est tenue à Paris du 15 au 17 février 2012, le GAFI (Groupe d'action financière) a adopté des recommandations révisées et pris de nouvelles mesures afin de protéger le système financier international contre une utilisation abusive. Les principales modifications du texte sont :

- la lutte contre le financement de la prolifération des armes de destruction massive par l'application systématique de sanctions financières ciblées lorsqu'elles sont exigées par le Conseil de sécurité des Nations Unies ;
- l'amélioration de la transparence afin d'éviter que les criminels et les terroristes ne dissimulent leur identité et leurs biens derrière les personnes morales et constructions juridiques ;
- des obligations plus exigeantes vis-à-vis des personnes politiquement exposées ;
- l'élargissement du champ des infractions sous-jacentes au blanchiment de capitaux aux infractions fiscales pénales ;
- une approche fondée sur les risques renforcée permettant aux pays et au secteur privé d'allouer leurs ressources de façon plus efficace en ciblant les domaines qui présentent des risques plus élevés ;
- une coopération internationale plus efficace, en particulier pour l'échange d'informations entre les autorités concernées, la conduite d'enquêtes conjointes et le dépistage, le gel et la confiscation des biens illicites ;
- de meilleurs outils opérationnels et une gamme plus large de techniques et de pouvoirs, à la fois pour les cellules de renseignements financiers et les autorités de poursuite pénale dans le cadre des enquêtes et poursuites en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

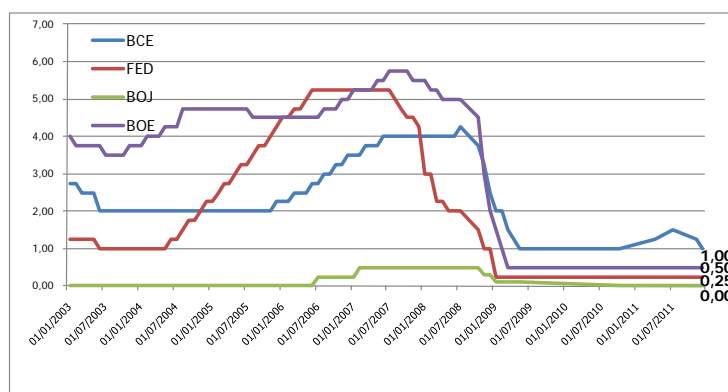
Le texte intégral de la réponse du GAFI à la consultation publique sur la révision des recommandations est disponible en anglais sur <http://www.fatf-gafi.org/dataoecd/49/29/49684543.pdf>

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

Le 8 mars 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 1,00 %, 1,75 % et 0,25 %.

Le président de la BCE observe que « les récentes données disponibles confirment des signes de stabilisation de l'activité économique, mais toujours à des faibles niveaux. Les perspectives économiques demeurent soumises à des risques baissiers. Les tensions sous-jacentes sur les prix devraient rester limitées à plus long terme ».



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois et du taux de chômage en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 861 700 fin janvier 2012, soit une hausse de 0,5 % sur un mois, en données CVS-CJO (+ 13 400 personnes). Sur un an, il croît de 6,2 % (+ 5,4 % pour les hommes et + 7 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 15,2 %. Selon les données provisoires publiées par l'INSEE, le taux de chômage s'établit à 9,4 % de la population active métropolitaine au quatrième trimestre 2011, en hausse de 0,1 point par rapport au troisième trimestre 2011. En incluant les DOM, il s'établit à 9,8 %.

Hausse du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage, corrigé des variations saisonnières, est de 10,7 % en janvier 2012, en hausse de 0,1 point par rapport à décembre 2011. Il était de 10 % en janvier 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,1 % en janvier 2012. Il était de 9,5 % en janvier 2011.

Inflation

Baisse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France diminue de 0,4 % sur un mois en janvier 2012 ; sur un an, il croît de 2,3 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,5 % en glissement annuel.

Légère hausse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,7 % en février, en hausse de 0,1 point par rapport à janvier.

PIB

Hausse du PIB en France au quatrième trimestre 2011

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE, le PIB français en volume a augmenté de 0,2 % au quatrième trimestre 2011 après 0,3 % au troisième trimestre. En moyenne, la croissance annuelle est de 1,7 % en 2011, après 1,4 % en 2010.

Baisse du PIB dans la zone euro au quatrième trimestre 2011

Selon les estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 ont baissé de 0,3 % au quatrième trimestre 2011 par rapport au trimestre précédent (contre des hausses respectives de 0,1 % et de 0,3 % au cours du troisième trimestre). Par rapport au quatrième trimestre 2010, le PIB corrigé des variations saisonnières a augmenté respectivement de 0,7 % dans la zone euro et de 0,9 % dans l'UE27.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire et élargit son programme de mesures non conventionnelles

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 14 février 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. La BoJ a par ailleurs annoncé un nouvel assouplissement de sa politique monétaire en élargissant son programme de mesures non conventionnelles ainsi que la fixation d'un objectif de croissance des prix à la consommation de 2 %. Le PIB du Japon a reculé 0,7 % au quatrième trimestre 2011 en glissement annuel. En janvier 2012, la production industrielle du Japon a progressé de 2 % sur un mois, les prix à la consommation hors alimentation ont baissé de 0,1 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 2,3 % par rapport à janvier 2011. Le taux de chômage est estimé à 4,6 %.

En janvier 2012, les exportations ont reculé de 9,3 % par rapport à janvier 2011, les importations, pour leur part, ont augmenté de 9,8 %. Le déficit commercial s'est élevé à 14,78 milliards d'euros.

La Banque centrale de Chine réduit le ratio de réserves obligatoires des banques

La Banque centrale de Chine a abaissé le 24 février 2012 le ratio de réserves obligatoires des banques de 50 points de base à 20,5 %. Le gouvernement chinois a arrêté pour 2012 un objectif de croissance du PIB de 7,5 % du PIB ainsi qu'un taux d'inflation limité à 4 %. En janvier 2012, l'indice chinois des prix à la consommation a progressé de 4,5 % sur un an contre 4,1 % en décembre 2011. En janvier 2012, les exportations chinoises ont baissé de 0,5 % sur un an, les importations ont reculé de 15,3 % sur un an et l'excédent commercial a atteint 27 milliards de dollars.

Publications

Le financement des PME-ETI par le marché financier

Le rapport de Gérard Rameix, médiateur du crédit et de Thierry Giami, président de l'Observatoire du financement des entreprises par le marché, est disponible en téléchargement sur :

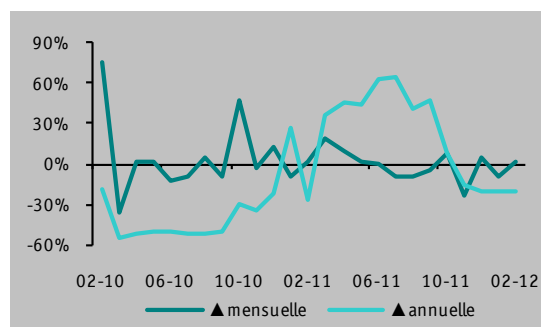
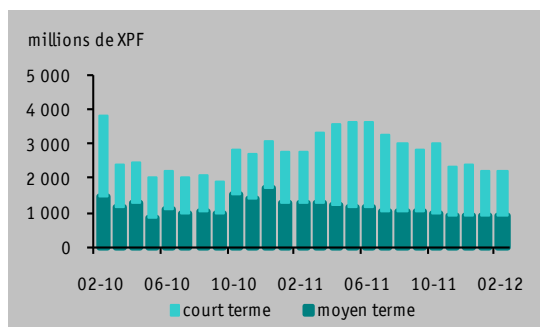
http://www.economie.gouv.fr/files/20120221_financement_pme_eti.pdf

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Progression du refinancement sur le mois de février

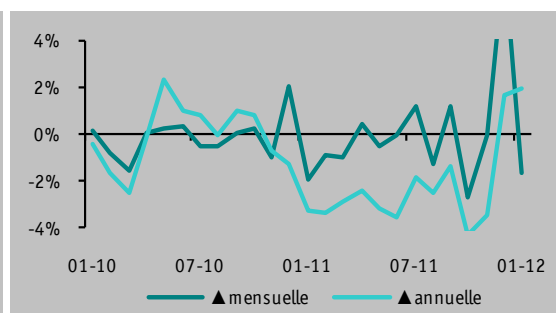
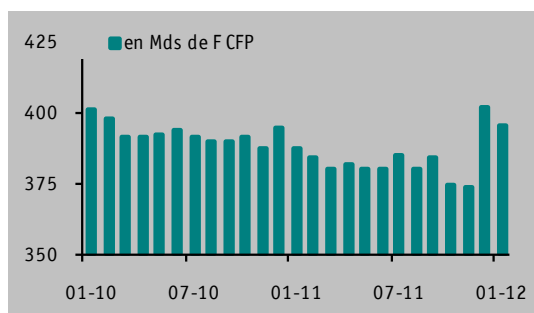
en millions de F CFP	févr-11	janv-12	févr-12	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 493	1 287	1 318	2,4%	-11,7%
Utilisations à moyen terme	1 275	876	892	1,8%	-30,1%
Refinancement total	2 768	2 163	2 210	2,2%	-20,2%



Masse monétaire

Fort recul des dépôts à terme sur le mois

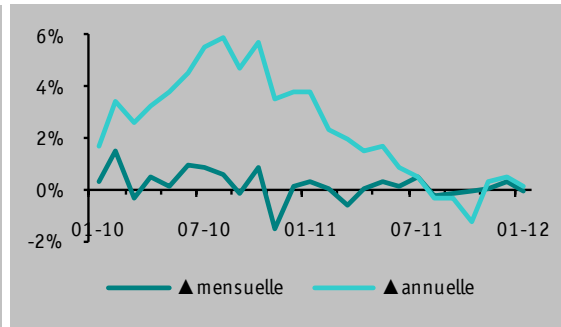
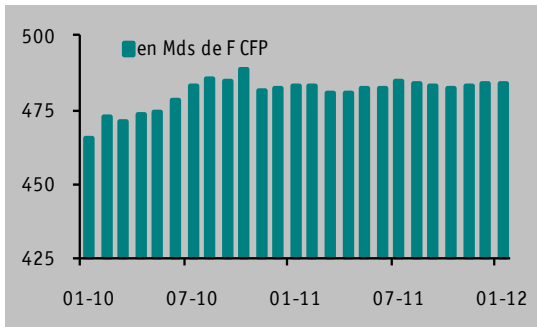
en millions de F CFP	janv-11	déc-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 138	15 437	14 715	-4,7%	4,1%
Dépôts à vue	153 110	151 116	160 372	6,1%	4,7%
Comptes sur livrets	110 609	100 684	101 085	0,4%	-8,6%
Comptes d'épargne logement	232	314	315	0,4%	35,8%
Dépôts à terme	105 199	128 417	109 930	-14,4%	4,5%
Autres	4 047	5 454	8 546	56,7%	111,2%
Total M3	387 336	401 422	394 965	-1,6%	2,0%



Concours des banques locales à l'économie

Stabilisation de l'encours des crédits en janvier

en millions de F CFP	janv-11	déc-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	136 118	131 907	129 044	-2,2%	-5,2%
Crédits d'équipement	60 374	64 952	64 714	-0,4%	7,2%
Crédits à l'habitat	156 082	160 675	160 910	0,1%	3,1%
Autres crédits	77 361	67 817	69 929	3,1%	-9,6%
Créances dout. brutes	53 323	58 756	59 057	0,5%	10,8%
Total CCB	483 258	484 107	483 654	-0,1%	0,1%



Cotation

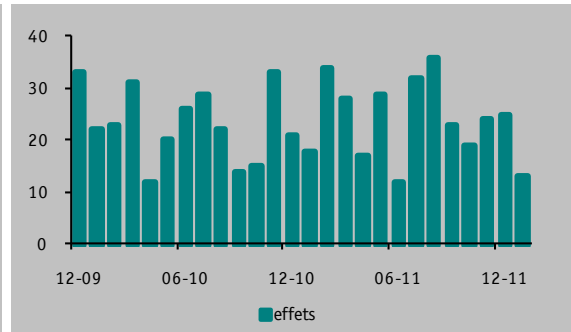
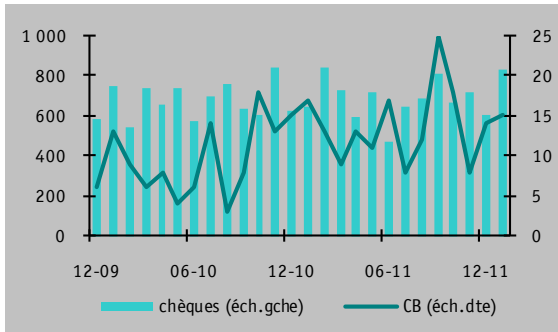
Léger retrait sur le mois du nombre d'entreprises éligibles au réescompte

en nombre	févr-11	janv-12	févr-12	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	6 688	7 129	7 169	0,6%	7,2%
dont ent. cotées sur doc. comptable valide	1 255	1 238	1 251	1,1%	-0,3%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 486	1 601	1 594	-0,4%	7,3%

Incidents de paiement

Reprise sensible des incidents de paiements sur chèques

en nombre	janv-11	déc-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	681	646	862	33,4%	26,6%
- sur chèques	646	607	834	37,4%	29,1%
- sur effets	18	25	13	-48,0%	-27,8%
- retraits de cartes bancaires	17	14	15	7,1%	-11,8%



Interdits bancaires

Recul des interdictions bancaires pour les personnes morales

en nombre	janv-11	déc-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 687	3 588	3 606	-0,5%	-2,7%
- dont personnes physiques	3 264	3 150	3 161	-0,3%	-3,5%
- dont personnes morales	423	438	445	-1,6%	3,5%

3 – Brèves économiques locales

Hygiène et santé publique

Rapport du CHSP sur la distribution d'eau potable en 2011

Le rapport annuel du Centre d'hygiène et de salubrité publique (CHSP) sur la qualité des eaux destinées à la consommation humaine a été présenté le 8 mars dernier. Les analyses montrent une amélioration sensible par rapport à 2010.

En effet, sur trente communes contrôlées (1 490 analyses sur 142 points de contrôle), sept distribuaient des eaux de consommation 100% potables en 2011 (Papeete, Bora Bora, Temae/Moorea, Arue, Huahine, Faa et Rikitea) contre seulement deux en 2010 (Papeete et Bora Bora).

Energie

Actualisation de la formule tarifaire de l'électricité au 1^{er} mars 2012

Dans le cadre de la convention de concession de distribution d'électricité qui lie le Pays à EDT, la formule tarifaire a été réactualisée au 1^{er} mars 2012. Elle a également fait l'objet d'une révision pour tenir compte de la montée significative des prix des carburants et éviter une hausse trop importante des tarifs. L'impact global a été évalué à + 3,13 %.

Augmentation différenciée des tarifs pour les consommateurs

Le gouvernement a créé un tarif « petits consommateurs » destiné aux foyers basse tension consommant moins de 300 kWh par mois. Pour les particuliers ayant une consommation mensuelle de l'ordre de 450 kWh par mois, la hausse est de 4,5 % et pour les professionnels, entre 3,6 % et 3,8 %.

Transport aérien

Lancement d'un audit financier et social chez ATN

Air Tahiti Nui (ATN), compagnie internationale dont le Pays est actionnaire à 85%, est en proie à des difficultés financières. Elle a fait l'objet d'une importante réduction de capital fin d'année 2011 et prévoit pour 2012 une réduction de ses effectifs de 10%.

Suite à l'annonce du plan social envisagé, le comité d'entreprise d'Air Tahiti Nui a demandé un audit financier et social.

Protection sociale

Hausse du taux de cotisations RNS

Par arrêté en Conseil des ministres mi-février 2012, le gouvernement a décidé pour le Régime des Non Salariés (RNS), une hausse du taux de cotisations au titre de l'assurance maladie. À compter du 1^{er} mars 2012, celui-ci passe de 8 % à 9,54 %. Par ailleurs, le plafond mensuel des revenus soumis à cotisations est fixé à 3 millions de F CFP à compter du 1^{er} juillet 2012.

Conflit CPS/médecins libéraux

Les négociations entre la CPS, qui cherche à limiter les tarifs de professionnels de santé, et les médecins libéraux n'ayant abouti sur aucun accord, seuls 23 des 179 praticiens ont signé une nouvelle convention. Les conséquences du déconventionnement de 87 % des médecins libéraux de Polynésie française se traduisent par un surcroît d'activité au centre hospitalier de Taaone (Papeete) et un taux d'occupation de plus de 110 % dans les services de médecine et de chirurgie.

4 – Brèves économiques régionales

Australie : croissance économique

Hausse décevante du PIB sur le dernier trimestre 2011

Le PIB australien progresse de seulement 0,4 % au quatrième trimestre 2011, bien en deçà des anticipations du consensus des analystes (+ 0,8 %), et celui du troisième trimestre est révisé à + 0,8 % (+ 1 % auparavant). Il est soutenu par la consommation des ménages (+ 0,5 %) et la dépense publique (+ 1 %), qui rebondit après un troisième trimestre très faible (- 1,2 % par rapport au deuxième trimestre 2011). A l'inverse, l'investissement des entreprises (- 1 %) et dans l'immobilier résidentiel (- 3,9 %) contribuent négativement à son évolution.

Croissance de 2,3 % pour l'économie australienne sur l'année 2011

Avec + 2,3 % en 2011, le PIB australien enregistre, pour la quatrième année consécutive, une hausse inférieure à son potentiel de long terme, 3,25 % (+ 2,2 % en 2010, +2,7 % en 2009 et + 1,2 % en 2008).

Contraction sur le marché du travail en février 2012

Après une hausse de 46 200 emplois en janvier 2012, le marché du travail se contracte de 15 400 en février. Ainsi, le taux de chômage passe à 5,24 % contre 5,1 % précédemment.

Nouvelle-Zélande : politique monétaire

Taux de l'OCR inchangé depuis un an

Lors de sa réunion du 8 mars 2012, la Reserve Bank of New Zealand (RBNZ) a laissé inchangé son principal taux directeur, l'Official cash rate (OCR), à 2,50 %. Les banquiers centraux néo-zélandais estiment que l'évolution des prix est pour l'heure sous contrôle et que les anticipations inflationnistes se sont apaisées.

Ils reconnaissent que le maintien du dollar néo-zélandais à un niveau élevé sur le marché des changes (+ 7 % vis-à-vis de l'euro sur deux mois, entre décembre 2011 et février 2012), contribue à contenir la hausse des prix, limitant ainsi le besoin d'ajuster à la hausse l'OCR, mais qu'il est préjudiciable aux exportations du pays.

Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	janv.12	104,0	106,3	105,7	-0,5%	1,6%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	déc. 11	121,0	116,2	116,8	0,5%	-3,5%	
Commerce extérieur							
Exportations (en M F CFP)	déc. 11	1 038	1 288	1 447	12,4%	39,4%	
Importations (en M F CFP)	déc. 11	14 034	14 401	13 385	-7,1%	-4,6%	
						(source : ISPF)	
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	déc. 11	2 154	2 107	1 960	-7,0%	-9,0%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	janv. 12	143	104	92	-11,5%	-35,7%	
	Camions	janv. 12	10	8	0	-100,0%	-100,0%
	Camionnettes	janv. 12	143	96	92	-4,2%	-35,7%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	janv. 12	423	438	445	1,6%	5,2%	
						(sources : ISPF, IEOM)	
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	déc. 11	2 160	2 346	2 021	-13,8%	-6,4%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	déc. 11	2 984	3 483	3 337	-4,2%	11,9%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	janv.12	205	226	222	-1,8%	8,3%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	janv.12	3 264	3 150	3 161	0,3%	-3,2%	
						(sources : ISPF, IEOM)	
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	déc. 11	534	782	855	9,3%	60,1%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	déc. 11	73	111	299	169,8%	311,0%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	déc. 11	76	132	103	-21,9%	36,2%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	déc. 11	206	180	174	-3,6%	-15,6%	
Industrie							
Exportations de monoïen vrac et conditionné (en M F CFP)	déc. 11	7	7	8	7,5%	6,1%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	déc. 11	25	102	54	-46,7%	120,8%	
Tourisme							
Nombre de touristes	déc. 11	13 798	13 086	14 106	7,8%	2,2%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	fév.12	50,8%	42,3%	50,2%	7,9 pts	-0,6 pts	
						(sources : ISPF, CPH)	
Indicateurs financiers (Encours banques locales en M FCFP)							
Dépôts							
Ménages							
	Dépôts à vue	janv. 12	57 309	56 542	57 510	1,7%	0,4%
	Comptes sur livret	janv. 12	104 073	94 881	95 280	0,4%	-8,4%
	Dépôts à terme	janv. 12	54 569	59 527	59 431	-0,2%	8,9%
Entreprises							
	Dépôts à vue	janv. 12	79 003	81 119	75 875	-6,5%	-4,0%
	Dépôts à terme	janv. 12	40 145	39 895	39 121	-1,9%	-2,6%
Encours bancaires							
Ménages							
	Crédits de trésorerie	janv. 12	84 107	79 773	79 100	-0,8%	-6,0%
	Crédits à l'habitat	janv. 12	132 516	139 573	139 779	0,1%	5,5%
Entreprises							
	Crédits de trésorerie	janv. 12	50 014	49 329	47 081	-4,6%	-5,9%
	Crédits d'équipement	janv. 12	51 499	56 402	56 112	-0,5%	9,0%
						(source : IEOM)	

5 - Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE			
	taux	date d'effet	
taux de la facilité de dépôt	0,25%	14/12/2011	
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	14/12/2011	
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	14/12/2011	

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	23/12/2011	1,00%	3,75%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,65% à 6,10% (Taux SGFGAS à partir du 01/03/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	14/12/2011	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/12/2011	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois						taux de base bancaire		
	29/02/2012	31/01/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08		taux	date d'effet
EONIA	0,3740%	0,3800%	- 0,006 pt	0,8170%	- 0,443 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,5640%	0,7130%	- 0,149 pt	0,7820%	- 0,218 pt	banques locales	7,10%	01/07/2009
EURIBOR 3 mois	0,9830%	1,1250%	- 0,142 pt	1,0060%	- 0,023 pt	taux d'intérêt légal		JORF
EURIBOR 6 mois	1,2790%	1,4180%	- 0,139 pt	1,2270%	+ 0,052 pt	année 2012	0,71%	08/02/2012
EURIBOR 12 mois	1,6140%	1,7540%	- 0,140 pt	1,5070%	+ 0,107 pt	année 2011	0,38%	03/02/2011

taux d'intérêt en moyenne mensuelle						Définitions		
	29/02/2012	31/01/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08			
TEMPE	0,3662%	0,3877%	- 0,022 pt	0,4902%	- 0,116 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average		
EURIBOR 1 mois	0,6270%	0,8380%	- 0,211 pt	0,8110%	- 0,184 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA		
EURIBOR 3 mois	1,0490%	1,2230%	- 0,174 pt	1,0220%	+ 0,027 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate		
EURIBOR 6 mois	1,3460%	1,5060%	- 0,160 pt	1,2510%	+ 0,095 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)		
EURIBOR 12 mois	1,6790%	1,8370%	- 0,158 pt	1,5260%	+ 0,153 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)		
TMO	3,2600%	3,4300%	- 0,170 pt	3,5900%	- 0,330 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)		
TME	3,0600%	3,2300%	- 0,170 pt	3,3900%	- 0,330 pt			
TRBOSP	3,2500%	3,4100%	- 0,160 pt	3,6500%	- 0,400 pt			

taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	29/02/2012	31/01/2012	31/12/2011	29/02/2012	31/01/2012	31/12/2011	29/02/2012	31/01/2012	31/12/2011
taux JJ	0,190%	0,135%	0,110%	0,050%	0,085%	0,035%	0,540%	0,570%	0,555%
3 mois	0,370%	0,370%	0,680%	0,250%	0,285%	0,140%	1,100%	0,820%	1,100%
10 ans emprunts phares	1,980%	1,850%	1,870%	0,960%	0,970%	0,980%	2,150%	1,990%	1,980%

TAUX DE LUSURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2012)			
	seuil de lusura		
Prêts aux particuliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	15,78%
Prêts immobiliers		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,60%
Prêts à taux fixe	6,24%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de lusura
Prêts à taux variable	5,83%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,67%
Prêts-relais	6,43%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,45%
Autres crédits aux particuliers		Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,29%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,65%	Découverts en compte (1)	13,80%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,15%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,53%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	13,98%		
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	17,69%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	12,51%	Découverts en compte (1)	13,80%

TAUX DE CHANGE								
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR								
	1 USD/XPF	88,7687	1 NZD/XPF	75,0420	1 HKD/XPF	11,4465	1 GBP/XPF	141,4051
Dernier cours fin de mois	1 AUD/XPF	96,1267	1 SGD/XPF	71,3451	100 VUV/XPF	97,8829	1 FJD/XPF	51,2880
100 JPY/XPF								